

 Citizenship and Immigration Canada Citoyenneté et Immigration Canada

NOTICE OF SEIZURE

(Pursuant to subsection 253(1)(b) of the Regulations)

AVIS DE SAISIE

(En vertu du paragraphe 253(1)b) du Règlement)

OWNER - PROPRIÉTAIRE

To owner of seized item (co-owners who are identified must be given copy of notice)		Au propriétaire de l'objet saisi (il faut donner copie de l'avis à ceux qui ont été identifiés comme copropriétaires)	
<input checked="" type="checkbox"/> Mr.	<input type="checkbox"/> Ms	Name - Nom	
<input type="checkbox"/> Mrs.	<input type="checkbox"/> Miss	DEHART, MATTHEW PAUL	
Address (No. and street) - Adresse (N° et rue)			
8900 ANDREA COURT			
City - Ville		Province/State - Province/État	
NEWBURGH		INDIANA	
Country - Pays		Postal code - Code postal	Telephone - Téléphone
USA		() -	
<input type="checkbox"/> Owner was not identified <input type="checkbox"/> Le propriétaire n'a pas été identifié		<input type="checkbox"/> No co-owner was identified <input type="checkbox"/> Aucun copropriétaire n'a été identifié	

NOTICE - AVIS

You are hereby notified of the following seizure made under subsection 140(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*.

Par la présente vous êtes avisé de la saisie qui suit en vertu du paragraphe 140(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*.

Date of seizure - Date de la saisie	Location of Seizure - Lieu de la saisie
04 M 2013	FORT FRANCES PORT OF ENTRY
Item(s) seized - Objet(s) saisi(s) :	
1. PHOTOCOPY OF CERTIFICATE OF BIRTH. [REDACTED] DISTRICT OF COLUMBIA, DEPARTMENT OF HUMAN RESOURCES, WASHINGTON DC, CERTIFICATE NUMBER [REDACTED] 2. ONE KINGSTON USB FLASH DRIVE. 3. ONE DEFENDER ELITE USB FLASH DRIVE.	

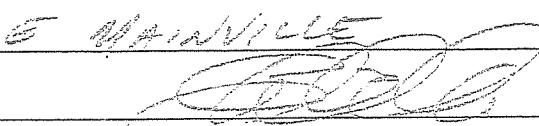
I have reasonable grounds to believe that - J'ai des motifs raisonnables de croire que

- the thing was fraudulently or improperly obtained or used
l'objet a été obtenu ou utilisé irrégulièrement ou frauduleusement
- the seizure was necessary to prevent the fraudulent or improper use of the thing
la mesure est nécessaire pour empêcher l'utilisation irrégulière ou frauduleuse
- the seizure was necessary to carry out the purposes of this Act
la mesure est nécessaire en vue de l'application de cette Loi

because
parce que

PERSON IS SEEKING TO ENTER AND REMAIN IN CANADA ON A PERMANENT BASIS.

PERSON FROM WHOM ITEM SEIZED - PERSONNE FAISANT L'OBJET DE LA SAISIE

<input type="checkbox"/> Mr. <input type="checkbox"/> M.	<input type="checkbox"/> Ms. <input type="checkbox"/> Miss	Name - Nom	FOSS ID - N° du SSOLB or/ou CAIPS ID - N° du STIDI
Address (No. and street) - Adresse (N° et rue)			
City - Ville		Province/State - Province/État	
Country - Pays		Postal code - Code postal	Telephone - Téléphone () -
OFFICER - AGENT			
Name of officer - Nom de l'agent		Port of entry/Office/Mission - Point d'entrée/Bureau/Mission	
			
Signature		D - J M Y - A 04 04 2013 Date	

APPLICATION FOR RETURN - DEMANDE DE RETOUR

The Immigration and Refugee Protection Regulations provide the following provisions whereby a person can apply for the return of a seized object.

254.(1) The lawful owner of a thing seized or the person from whom it was seized may apply for its return.

(2) A thing seized, other than a document, shall be returned to the applicant if

(a) paragraph 253(2)(b) applies to the thing and the seizure is no longer necessary to prevent its fraudulent or improper use or to carry out the purposes of the Act; and

(b) the applicant provides cash security equal to the fair market value of the thing at the time of the seizure or, if there is no significant risk of being unable to recover the debt, a combination of cash and guarantee of performance.

(3) Any cash deposit or guarantee of performance provided under paragraph 2(b) replaces the thing seized and, if section 257 applies, any cash deposit is forfeited to Her Majesty in right of Canada and any guarantee of performance becomes a debt due under section 145 of the Act.

255. (1) For the purposes of paragraph 253(2)(b), a person who claims to be the lawful owner of a seized thing may apply in writing for its return within 60 days after the seizure.

(2) The thing seized shall be returned to an applicant if the applicant demonstrates that they

(a) were the lawful owner prior to its seizure and have remained a lawful owner;

(b) did not participate in the fraudulent or improper use of the thing; and

(c) exercised all reasonable care to satisfy themselves that the person permitted to obtain possession of the thing was not likely to fraudulently or improperly use it.

(3) A seized vehicle that is not returned under subsection (2) shall be returned on payment of a \$5,000 fee if the applicant demonstrates that they

(a) were the lawful owner prior to its seizure and have remained a lawful owner;

(b) did not profit or intend to profit from the fraudulent or improper use of the vehicle; and

(c) are unlikely to contravene the Act in the future.

On trouve dans le *Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés* les dispositions suivantes en vertu desquelles une personne peut faire une demande en vue d'obtenir le retour d'un objet saisi.

254. (1) Le propriétaire légitime ou le saisi peut demander la restitution de l'objet.

(2) L'objet - autre qu'un document - est restitué au demandeur lorsque :

a) d'une part, l'alinéa 253(2)b) s'applique à l'objet et que la saisie de celui-ci n'est plus nécessaire pour empêcher son utilisation irrégulière ou frauduleuse ou pour l'application de la Loi;

b) d'autre part, le demandeur donne, à titre de garantie, une somme en espèces représentant la juste valeur marchande de l'objet au moment de la saisie ou, si le recouvrement de la créance ne pose pas de risque, une combinaison d'espèces et d'autres garanties d'exécution.

(3) La garantie donnée aux termes de l'alinéa (2)b) remplace l'objet saisi et, en cas d'application de l'article 257, la somme en espèces est versée au profit de Sa Majesté du chef du Canada ou, le cas échéant, la garantie d'exécution devient une créance au titre de l'article 145 de la Loi.

255. (1) Pour l'application de l'alinéa 253(2)b), quiconque revendique la propriété légitime d'un bien, peut, dans les soixante jours suivant la saisie, en demander la restitution par écrit.

(2) L'objet est restitué au demandeur s'il démontre :

a) qu'il était le propriétaire légitime de l'objet avant sa saisie et continue de l'être;

b) qu'il n'a pas participé à l'utilisation irrégulière ou frauduleuse de l'objet;

c) qu'il a pris les précautions voulues pour se convaincre que la personne à qui il a été permis d'avoir la possession de l'objet n'en ferait vraisemblablement pas une utilisation irrégulière ou frauduleuse.

(3) Le véhicule saisi qui n'est pas restitué au titre du paragraphe (2) est restitué sur paiement de la somme de 5 000 \$, si le demandeur démontre :

a) qu'il était le propriétaire légitime du véhicule avant sa saisie et continue de l'être;

b) qu'il n'a pas tiré profit de l'utilisation irrégulière ou frauduleuse du véhicule ou n'avait pas l'intention d'en tirer profit;

c) qu'il ne risque pas de récidiver.

(4) A thing seized shall only be returned if its return would not be contrary to the purposes of the Act.

(4) L'objet est restitué si cela ne compromet pas l'application de la Loi.

(5) The applicant shall be notified in writing of the decision on the application and the reasons for it. If the applicant is notified by mail, notification is deemed to have been effected on the seventh day after the day on which the notification was mailed.

(5) La décision sur la demande, accompagnée de ses motifs, est notifiée au demandeur par écrit. Si la notification est faite par courrier, elle est réputée faite le septième jour suivant la mise à la poste.

256. (1) If a thing was seized on the ground that it was fraudulently or improperly obtained or used, a person from whom it was seized may apply in writing within 30 days after the seizure for its return.

256. (1) Si un objet est saisi au motif de son obtention ou de son utilisation irrégulière ou frauduleuse, le saisi peut, dans les trente jours suivant la saisie, en demander la restitution par écrit.

(2) The thing seized shall be returned to an applicant if the applicant demonstrates that it was not fraudulently or improperly obtained or used.

(2) L'objet est restitué au demandeur si ce dernier peut démontrer qu'il n'a pas été obtenu ou utilisé irrégulièrement ou frauduleusement.

(3) An applicant shall be notified in writing of the decision on the application and the reasons for it. If the applicant is notified by mail, notification is deemed to have been effected on the seventh day after the day on which the notification was mailed.

(3) La décision sur la demande, accompagnée de ses motifs, est notifiée au demandeur par écrit. Si la notification est faite par courrier, elle est réputée faite le septième jour suivant la mise à la poste.

The application for the return of a thing that was seized must be sent to:

La demande en vue d'obtenir le retour d'un objet saisi doit être envoyée à :

Name and Title of delegated officer - Nom et titre de l'agent délégué

Office - Bureau

Address (No. and street) - Adresse (N° et rue)

City - Ville

Province

Postal code - Code postal

The following documents were returned to the person whose name and signature appear below:

Les documents suivants ont été remis à la personne dont le nom et la signature apparaissent ci-dessous :

DOCUMENTS RECEIVED BY - DOCUMENTS REÇUS PAR

Name - Nom

D - J	M	Y - A

Date

Signature

Officer - Agent

D - J	M	Y - A
1	1	1